

CIBLE

Bienvenue

Bienvenue à la Bulgarie et à la Roumanie qui ont rejoint l'Union européenne le 1^{er} janvier !

Que les dirigeants et les peuples de ces deux pays amis sachent que ce n'est pas l'élargissement de l'Union qui a provoqué le rejet du « traité constitutionnel » en 2005 mais l'oligarchie ultralibérale. C'est contre celle-ci qu'il nous faut tous lutter.

Il faut en finir avec l'arrogance de la Commission, qui se résume dans le discours abject sur les bons et les mauvais élèves de la classe européenne – comme si par exemple la corruption ne régnait pas en Europe de l'Ouest, comme si la Commission était elle-même pure de tout soupçon.

Il faut en finir avec les diktats de la BCE et définir une politique économique commune, dont la monnaie sera le moyen.

Il faut en finir avec le principe d'ultra-concurrence et protéger notre continent.

Il faut continuer d'intégrer dans un ensemble qui devra reconnaître sa logique confédérale de nouveaux États nationaux – à commencer par tous les États des Balkans.

Nous ne serons jamais trop nombreux pour accomplir les tâches immenses et passionnantes qui nous attendent.

PERMANENCE

Les rois ne meurent pas

Don Quichotte

**Ses enfants
vaincront**

p. 2

Belgique

**Turbulences
hivernales**

p. 4

Don Quichotte et ses enfants

Il y a toujours eu des pauvres. Il est même dit qu'il y en aura toujours parmi nous. Cette fatalité est-elle ce qui les retranche du monde des vivants ? Je dirai ici le contraire.

C ar s'il y a des pauvres désignés par leur dénuement matériel ou psychologique, il est bien écrit qu'ils sont *parmi nous* : nous sommes les pauvres. Inconscient est celui ou celle qui ignore à quel point il est *parvus*, petit, faible, nul et humilié de mille manières : en fortune, en dons, en santé, en force, en intelligence, en destinée sur terre. Malheur à celui ou celle qui ne voit pas combien la pauvreté nous est commune, combien la conscience que nous en prenons est le signe premier de notre humanité. Honte à qui ne s'est pas confronté à sa pauvreté intime, parfois secrète, et s'est rendu ainsi étranger ou méprisant pour les misères visibles, parfois provocantes, qui se révèlent au milieu de nous.

L'éruption de tentes igloos des *Enfants de Don Quichotte* squattant les rives du canal Saint-Martin, puis leur prolifération en d'autres villes, ont parfaitement joué leur rôle de

provocation, et de symptôme. Il n'y a pourtant pas l'ombre d'une nouveauté radicale dans cette démonstration, toujours recommencée à la veille des fêtes. Des siècles d'insurrection politique, sentimentale, caritative, sociale trouvent un ultime avatar en ces alvéoles de toile, où des nantis sont conviés à passer une nuit d'hiver recroquevillés pour *goûter au froid des pauvres* sinon à la faim, à l'inconfort des *pauvres* sinon à la solitude, et peut-être éprouver physiquement l'analogue de ce qu'ils ont perçu déjà peut-être au fond d'eux-mêmes : la misère de l'être menacé d'abandon.

Partant de cette provocation, il faut reconnaître l'ampleur des mouvements de solidarité associative et citoyenne qui, non contents d'agir au profit de ceux qui sont dans le besoin, constituent une force de proposition politique. Des figures comme l'abbé Pierre, le père Wresinski, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, ont mérité la reconnaissance et le

respect dont l'État ne peut négliger l'autorité. On ne cherchera pas davantage à minimiser les efforts palliatifs (RMI, CMU) des gouvernements.

Certes, des responsables de la Croix-Rouge ont déploré la simple dénonciation pratiquée par les *Enfants de Don Quichotte*, voire l'effet pervers de leur village de toile, qui dissuaderait les sans-abri de se rendre aux centres d'hébergement. Et il est vrai que des organisations telles qu'Emmaüs et le Secours catholique exercent une pression constante sur le pouvoir pour obtenir, au-delà du sauvetage immédiat des sans-abri, une mutation du mode d'hébergement qui leur offre les moyens de se stabiliser en vue de leur réinsertion.

Mais à quoi bon soigner un malheur qu'on s'acharne par ailleurs à reproduire et accroître ? La paupérisation ici traitée est depuis vingt ans exponentielle. C'est le symptôme politique d'une so-

ciété dont les liens distendus se figent sous la violence de l'appropriation économique et financière : des étudiantes se prostituent pour payer un loyer, des salariés troquent leur logement contre une existence errante et clandestine et le sentiment de précarité se fait si menaçant qu'un Français sur deux se voit en danger de tomber dans la misère...

Voilà où ont mené et persistent à conduire les fameuses flexibilités ultra-libérales. Et certains n'hésitent pas à resservir la tarte à la crème du *travailler plus pour gagner plus* à des chômeurs de longue durée, à des employés ou des cadres surmenés à qui on ne paye pas leurs heures supplémentaires. Et cela, alors qu'est démontrée l'inefficacité économique et le non-sens d'une idéologie qui suppose la perversion de l'ordre politique.

Les exigences du droit du travail et le juste partage des acquis ne sont pas les utopies que stigmatisent les prédateurs du système, mais des principes parfaitement opérationnels, y compris en période de mutations.

Rien ne supprimera, certes, les pauvres parmi nous, mais une révolution doit leur rendre l'espace de protection auquel tous ont droit dans la détresse, et surtout, cesser d'en produire en masse, comme autant de déchets de l'*enrichissez-vous*, histoire de se donner la bonne conscience de les avoir secourus en période électorale.

Contre les moulins fous de ces idéologues, Don Quichotte et ses enfants vaincront.

Luc de GOUSTINE

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Don Quichotte et ses enfants - p.3 : Indigestion monétaire - La rose et le blabla - p.4 : Décembre sous haute tension - p.5 : Élections sous surveillance - p.6/7 : Assurances pour la vie - p.8 : Le nouveau mur de l'argent - p.9 : L'angoisse d'Edgar Morin - p.10 : Kosovo, année zéro - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Mensonges inutiles.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Indigestion monétaire

Ils vivent avec les sondages, pensent selon les sondages, ils décident selon les sondages... mais seulement quand les chiffres leur donnent raison.

On n'a pas le choix, disent-ils, c'est la démocratie d'opinion. Si les sondages, souvent trompeurs, faisaient la loi, ce serait dramatique car il y aurait déni constant de démocratie effective. Mais la classe politico-médiatique pratique aussi le déni de démocratie d'opinion. Elle peut aussi pratiquer le double déni. Tel est le cas pour ce qui concerne la gouvernance européenne.

Les oligarques de droite et de gauche, de Paris et de Bruxelles, n'ont pas tenu compte des référendums français et hollandais puisque l'ultra-libéralisme nous est toujours imposé : déni de démocratie réelle puisque la décision du peuple est effacée.

Même attitude face aux sondages qui indiquent que les Français sont majoritairement hostiles à l'euro et que, dans toute la zone, les opinions publiques sont de plus en plus hostiles à cette monnaie.

Reproduit dans toute la presse, un sondage publié dans *Le Pèlerin* du 28 décembre indique que 52 % des Français estiment que l'euro a été une mauvaise chose pour la France. Dans les classes populaires, le rejet est massif puisque 66 % des ouvriers pensent que l'euro a été néfaste à la France, pour l'emploi (62 %) et pour eux-mêmes (71 %) alors que les opinions positives restent favorables chez les cadres et les commerçants. Par ailleurs, 94 % des sondés estiment que

l'euro est responsable de la hausse des prix.

Tels sont les chiffres, que nous prenons avec des pincettes : ils confirment une tendance hostile, qui coïncide avec le rejet du traité constitutionnel et qui confirme ce qui fut déterminant chez les partisans du Non : non pas le rejet de la Turquie ou du plombier polonais mais la condamnation d'un système économique et monétaire.

C'est bien là ce qui fâche les gens des hautes classes et parmi eux les journalistes bien-pensants. Au *Monde*, au *Nouvel Observateur*, à *Libération*, on s'est ingénié à noyer le mauvais sondage du *Pèlerin* dans des sondages un peu moins mauvais et on a recopié l'argumentaire diffusé par un certain Joaquim Almunia, commissaire aux affaires économiques et monétaires. Le peuple se trompe : il n'y a pas d'inflation ! Le peuple français a la mémoire courte : il oublie les attaques spéculatives contre la monnaie ! Le peuple n'est pas reconnaissant : les voyages aux îles Maldives sont moins chers grâce à l'euro fort ! Le peuple est naïf : il croit que l'euro fort favorise les délocalisations !

Convaincus par Joaquim Almunia, nous demandons la dissolution du peuple et l'interdiction des sondages contraires à la juste ligne de la Commission et aux justes décisions de la Banque Centrale européenne.

Yves LANDEVENEC

La rose et le blablabla

Tour à tour, ils ont pris le chemin de la demeure originelle, franchi le seuil puis tendu leurs mains encore froides vers l'âtre. La Mère n'est pas loin, préparant la soupe réconfortante et les plats de résistance : il y aura à manger pour tout le monde.

Sévère mais juste, Elle chantonne les douces paroles d'autrefois : « l'important, c'est la rose » Oui, l'important, c'est le retour des enfants prodiges à la Maison.

Hâbleur de première classe, Jack Lang a précédé les durs à cuire. Le ludion frénétique avait traité la Mère de cruche au cours d'un entretien avec un éditeur qu'il a laissé tomber, non sans avoir déclaré à son nègre : « *Ce couple a privatisé le parti à son profit. C'est un déni de démocratie* ».

Le Juste Couple que forment Ségolène et François a pardonné à l'insolent qui disait vouloir déplacer les montagnes en mai prochain. Et Jack de courber son échine parfaitement assouplie. Dire vouloir, dans l'oligarchie, c'est vouloir dire le contraire de ce que l'on a dit.

Jean-Pierre Chevènement, lui aussi, disait vouloir se présenter. Nous avons narré comment l'homme de la longue dissidence, marqué par la mise à mort préméditée du grand-père Jospin, rentra au foyer les poches emplies de sièges de députés...

Enfin, Mélanchon vint. Je veux dire qu'il vint à Canossa car, à vrai dire, Jean-Luc n'était pas parti. Une escapade chez les gens à gauche de la gauche, avec la petite tentation de jouer sa partie, puis la soumission à la puissance maternelle en des termes, rapportés

par *Le Monde*, qui prouvent que le sénateur socialiste est resté fidèle à la langue de l'appareil : « le ralliement à Ségolène Royal de Jean-Pierre Chevènement après celui du PRG préfigure la centralité absolue de la candidature socialiste ».

La grande figure de l'opposition de gauche au sein du Parti socialiste, l'animateur percutant de la campagne du Non, est désormais aux côtés des promoteurs du traité ultra-libéral. Nous nous souvenons qu'il avait décliné une invitation à s'exprimer devant les royalistes de la NAR, arguant de son jacobinisme. J'avais admiré cette pureté doctrinale. Le voici qui rejoint la petite cohorte des jacobins en peau de lapin, qui sont hommes de grands principes et de petits arrangements.

J'écris cela sans colère ni mépris. Leurs principes et leurs arrangements s'inscrivent dans une vérité plus haute, qui est celle du Parti-Famille hors de laquelle on n'est qu'un enfant perdu. Famille d'autant plus chaleureuse que le parti depuis toujours dominé par un Père se reconnaît aussi et surtout en une Mère véritablement maternelle. La génération Mitterrand n'a jamais été rien d'autre qu'une génération cocon, indifférente à tout ce qui n'est pas elle.

Angélique LACANE

Décembre sous haute tension

La Belgique a vécu un mois de décembre tourmenté par une succession d'événements, tous inopinés, et dans lesquels le roi Albert II s'est trouvé, bien contre son gré, impliqué.

Le 13 décembre, la télévision d'État d'expression française (R.T.B.F.) interrompt ses programmes à 20 heures 20 pour une édition spéciale du journal télévisé, dans laquelle, avec un souci de réalisme pointu, les journalistes annoncent la fin de l'État belge en conséquence de la proclamation unilatérale d'indépendance de la Flandre par une motion du Parlement de la Région flamande.

Les authentiques journalistes - et non des comédiens - se prêtent à la mystification, dans les vrais studios de la chaîne, tandis que des « *envoyés spéciaux* » parlent en direct de différents lieux, dont devant le Palais Royal. Des hommes politiques flamands et francophones, favorables à une telle hypothèse de dislocation - les vrais, et non des sosies ou des imitateurs - se réjouissent de la nouvelle. Quelques figurants miment une liesse.

Des personnages plus sérieux abordent des questions inquiétantes, comme la fin de la solidarité financière interrégionale. On annonce que le roi Albert II, après avoir constaté son impossibilité de régner (1) serait parti pour Kinshasa, sans préciser si ce départ est un exil de combat dans le style de la reine Wilhelmine en 1940 ou une fuite dans le style du chah d'Iran en 1979. Et pourquoi pas un recul de réflexion à Baden-Baden ? L'émotion est considérable. L'opinion publique est majoritairement très critique.

Après quarante minutes, la télévision révèle par une incrustation que ce programme est une *fiction*. L'administrateur général de la R.T.B.F. parle de sensibilisation délibérée à la plausibilité de l'événement historique, pour dynamiser le débat entre les responsables politiques du Nord et du Sud, dans l'optique de la grande discussion de révision de la Constitution déjà programmée en 2007 au lendemain des élections législatives. La conclusion : si c'est crédible, c'est donc possible. Dès lors, le futur débat doit être aussi profond que - espérons-le - serein. Convenons comme préalable qu'il faut éviter de mettre sur un même pied de considération un divorce par consentement mutuel et un abandon de domicile conjugal.

Le Palais Royal a émis un commentaire déplorant un « *canular de mauvais goût* », formule également retenue par le président Jacques Chirac qui prenait part au sommet européen à Bruxelles.

Quelques jours plus tard, le quotidien flamand *De Standaard* ouvre ses colonnes à des déclarations venimeuses du colonel Vaessen, qui fut attaché militaire auprès du prince Laurent (enfant cadet du Roi, 11^e dans l'ordre de succession au trône) de 1993 à 1999. Le colonel Vaessen est traduit devant le tribunal correctionnel d'Hasselt (Limbourg) à partir du 8 janvier 2007 pour y répondre avec une douzaine de présumés complices d'un vaste réseau de détournements de fonds publics, à savoir des

fonds destinés aux forces navales, qui furent dépensés à des fins sans aucun rapport, à l'appui de factures dont le libellé était faux, émises par des commerçants complaisants.

Le colonel Vaessen a estimé élégant de déclarer aux médias que ce système avait profité, pour une fraction de 150 000 euros, au prince Laurent car c'est par ce stratagème qu'auraient été payés le mobilier, les ustensiles de cuisine et autres fournitures - une sorte de trousseau si l'on peut dire - pour garnir sa maison, la Villa Clémentine, bâtie qu'il avait reçue en cadeau de ses parents, mais nue.

Le Procureur n'a pris aucune réquisition contre le prince Laurent dans le procès, estimant que l'infraction pénale requiert l'addition de deux éléments : un élément factuel (un détournement) et un élément moral (la conscience dans le chef d'une personne de la commission de l'infraction) et que le second faisait défaut dans le chef du Prince. Cette position juridique classique ne retient pas le colonel Vaessen de clamer que le prince Laurent est traité par le Procureur comme un homme au-dessus des lois. En tout état de cause, la citation du Prince comme simple témoin à la barre n'est pas exclue, aucune disposition constitutionnelle ne lui accordant un privilège à cet égard.

Dans ce climat alourdi, le roi Albert II a prononcé le 24 décembre son traditionnel message de Noël, plutôt atypique et à clefs.

D'abord, le Roi a déclaré : « *il est souvent question ces temps-ci d'abus de biens sociaux et de ressources publiques. Je voudrais faire deux remarques à ce sujet :*

- *aucune personne n'est au-dessus de la loi et la Justice doit pouvoir faire son travail en toute indépendance ;*

- *lorsque la Justice établit des détournements, il me semble équitable que la réparation concerne tous ceux qui en ont tiré avantage. »*

Les observateurs considèrent que si les formules générales s'appliquent évidemment aux malversations en cascade que la Justice a découvertes dans la gestion mafieuse de la Ville de Charleroi, elles peuvent s'appliquer aussi au prince Laurent, et donc le Roi et le père se confondent pour réprimander publiquement le Prince et le fils.

Pour terminer son message, le Roi souligne que « *notre pays ne sera vraiment crédible que si à l'intérieur même de nos propres frontières le respect mutuel, l'entente et la cohésion seront la réalité et pas la fiction* ». Les trois derniers mots, prononcés avec un sourire en coin, sont une allusion directe à l'émission télévisée du 13 décembre, et montrent que, même choqué, le roi Albert II recourt toujours à son arme fatale - l'humour - pour calmer les esprits. L'année 2007 entière sera certainement délicate.

Henry BARVAUX

(1) L'impossibilité de régner (article 93 de la Constitution) permet au Roi de suspendre l'exercice des prérogatives pendant l'existence de l'obstacle. Elle a été utilisée pour la dernière fois du 3 au 5 avril 1990 (par le roi Baudouin).

S'il est exact que la scission de fait d'un État peut constituer une impossibilité de régner car elle est antinomique au serment de Roi (*maintenir l'intégrité du territoire*), il ne faut pas oublier que dans l'hypothèse d'une scission de la Belgique en plusieurs États souverains nouveaux, la Constitution (article 87) permet au Roi d'être le chef d'État de plusieurs États en même temps (le roi Léopold II fut Roi des Belges et chef d'État du Congo de 1885 à 1908) ou de demeurer le chef d'État de l'une des entités nées de la scission.

Vaclav Havel, après avoir été président de la Tchécoslovaquie de 1989 à 1993, devint président de la Tchéquie seule de 1993 à 2003, après la scission. Ces solutions ne sont pas d'essence révolutionnaire lorsque le chef d'État n'est pas un tyran.

Élections sous surveillance

L'Allemagne assume la présidence de l'Union européenne pour le premier semestre 2007. Ses initiatives seraient susceptibles de peser sur les élections françaises.

Angela Merkel est une femme de pouvoir. Mais les Allemands vivent depuis un peu plus d'un an sous un gouvernement de *grande coalition* entre sociaux-démocrates et conservateurs. Ils ne devraient donc pencher ni pour l'un ni pour l'autre des deux principaux partis en compétition devant les Français. Beaucoup s'étonneraient d'ailleurs qu'il puisse en être autrement. Et pourtant nos voisins d'outre-Rhin exercent une influence non par ce qu'ils font mais par ce qu'ils sont.

Cela dépasse les personnalités des uns et des autres. Merkel continue naturellement Schröder en ceci – et, se récrierait-elle, en ceci seulement – qu'elle veut affirmer la place de l'Allemagne en Europe et dans le monde. Avec les adhésions de la Roumanie et de la Bulgarie effectives au 1^{er} janvier 2007, le centre géographique de l'Union à vingt-sept, étalée jusqu'aux rivages de la mer Noire, est plus que jamais Berlin. La présidence allemande va devoir se réinvestir une fois de plus dans les problèmes des Balkans – Kosovo, Bosnie, sans oublier la traque des accusés devant le tribunal international pour l'ex-Yougoslavie qui pèse sur les relations avec Zagreb et Belgrade. Ces affaires européennes internes figurent très haut sur l'échelle des préoccupations allemandes, alors qu'il ne semble pas qu'on veuille beaucoup s'en souvenir chez nous.

Les Allemands prennent également fort au sérieux les projets d'Europe de la Défense que Français et Britanniques ont depuis l'Irak bien du mal à porter. Berlin et Paris ont fait un sans-faute dans la force commune prédisposée pour les élections en République démocratique du Congo. Des collaborations se développent dans l'industrie d'armement.

La classe politique allemande voit bien comment l'Europe peut être le moyen pour Berlin de mener la politique étrangère et de sécurité qu'elle ambitionne. Elle se sait trop limitée par ses seuls moyens et son image. L'Allemagne n'est pas membre permanent du Conseil de Sécurité, contrairement à la France et à la Grande-Bretagne qui continuent de voler de leurs propres ailes, même si elles volent de moins en moins loin. C'est ainsi qu'il faut comprendre la volonté affichée de Mme Merkel de relancer une partie du traité intergouvernemental concernant la nouvelle organisation des pouvoirs de l'Union en matière extérieure. À la faveur d'un débat qui s'effectuerait en marge de la campagne électorale française, et en l'absence de représentants français qualifiés, elle espère ouvrir la voie en juin vers une nouvelle conférence fin 2007, un *mini-traité* et une ratification unanime – parlementaire – d'ici 2009. Il n'aura échappé à personne que la France exerçant à son tour la présidence au second semestre 2008, les choses seraient bouclées d'ici là.

Le plan est habilement conçu. On table même sur le successeur programmé de Tony Blair, à la mi-2007, Gordon Brown, qui, moins européen que l'actuel Premier ministre, pourrait exiger des concessions en matière de budget européen et de politique agricole commune qui pourraient rendre le nouveau gouvernement français plus coopératif. Un *mini-traité*, selon l'expression déjà employée par Sarkozy, serait plus facile à passer au Parlement tant à Westminster qu'à Paris.

Il serait intéressant d'entendre à ce sujet nos principaux candidats. Le débat européen tel que rouvert par Berlin se concentrant sur sa composante extérieure, le partage des pouvoirs entre États nationaux et exécutif bruxellois n'en serait que plus décisif. Il constituerait le cœur de la relance de l'Union. Acceptera-t-on de consentir les sacrifices nécessaires de souveraineté qu'il implique ? Le moment de vérité rappelle celui de l'échec de la Communauté européenne de défense en 1954 qui avait conduit à imaginer le traité de Rome dont le cinquantenaire sera célébré en mars 2007. Aujourd'hui, à l'inverse, l'échec du traité constitutionnel nous ramènerait à la CED. Mais peut-on ainsi détacher la politique extérieure et de sécurité de l'ensemble du projet économique et social européen ? Toutes choses égales d'ailleurs, il y aurait une diplomatie et une défense communes, voire intégrées, au sein d'un espace de marché de plus en plus libéral et ouvert. Il faudra en tirer les conséquences dans un sens ou dans l'autre.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **SUÈDE** – Dans son traditionnel discours de Noël à la nation, le roi Charles XVI Gustave a demandé à ses concitoyens qu'ils fassent un effort accru pour l'intégration des réfugiés et des immigrés insistant sur le fait que « la Suède a été enrichie par ce sang nouveau et qu'ils sont tous les bienvenus ». Pierre directe lancée dans le jardin des xénophobes suédois qui refusent d'admettre les nombreux immigrés que le royaume a accueilli depuis deux décennies (11 % de la population née à l'étranger, 20 % si l'on inclut les enfants nés en Suède).

♦ **BURUNDI** – Lors de la journée d'hommage à Léopold Sédar Senghor, organisée par le Conseil économique et social à Paris, la princesse Esther Kamatari a déclaré : « Senghor évoque beaucoup de choses pour moi. C'est la seule personne qui a parlé de la négritude avec fierté. Avant, être nègre c'était péjoratif. Aujourd'hui certains préfèrent utiliser le terme de "Black" comme pour se déculpabiliser. Senghor est quelqu'un qui a beaucoup investi dans la culture. Le Sénégal [...] est le seul pays d'Afrique où l'art et la culture ont pris un grand pas. Et cela, grâce à Senghor. C'est quelqu'un qui adorait la poésie et dans sa poésie il y a de la musique. Il avait, sans doute, puisé dans sa tradition pour écrire. Il me rend fière. » La princesse Kamatari, nièce de l'avant-dernier roi du Burundi, qui avait envisagé de se présenter à l'élection présidentielle en 2005, reste très active dans des actions humanitaires.

♦ **LUXEMBOURG** – C'est aussi un message d'appel à l'union que le Grand-Duc a lancé dans son allocution de Noël : « Je m'inquiète en effet de la distance qui ne cesse de s'accroître entre les individus dans notre société, distance qui, malheureusement, fait peu à peu disparaître l'esprit de solidarité pourtant si indispensable. », il a tenu à souligner : « C'est surtout pour le Luxembourg, avec ses 40 % de résidents étrangers, que cette recherche d'une solidarité plus étroite me tient particulièrement à cœur. Cette voie vers une cohabitation réussie entre communautés différentes, nous l'avons d'ores et déjà tracée. » et de conclure : « C'est avec courage et détermination que nous devons, tous ensemble, relever les défis des mois à venir. Pour ma part, je ferai tout mon possible pour rester aussi proche de vous que par le passé. »

♦ **JAPON** – Ce sont plusieurs milliers de personnes qui ont envahi le Palais impérial à l'occasion du 73^e anniversaire de l'empereur Akihito afin de pouvoir apercevoir la famille impériale venue saluer la foule depuis le balcon du Palais. L'empereur était accompagné, entre autres, de l'impératrice Michiko, du prince héritier Naruhito et de son épouse Masako. La famille impériale, une institution immensément respectée au Japon, s'est agrandie en 2006 avec la naissance en septembre de Hisahito, fils du prince Akishino (le plus jeune des deux fils de l'Empereur) et de la princesse Kiko. Hisahito, le premier garçon à voir le jour dans la famille impériale nipponne en plus de 40 ans, pourrait régner un jour sur le Japon en vertu des règles de succession patrilinéaire en vigueur. Sa naissance a permis de régler, au moins provisoirement, la grave crise de succession qui s'annonçait dans la plus ancienne monarchie du monde, le prince héritier Naruhito n'ayant pour le moment qu'un enfant, une fille.

Assurances pour la vie

Quand des monarchistes affirment que la question de la royauté mérite d'être aujourd'hui posée, ils sont toujours soupçonnés de faire, avec plus ou moins d'intelligence, acte de propagande. Quand des journalistes qui n'appartiennent pas aux milieux royalistes se livrent à une recension détaillée de l'histoire des monarchies contemporaines et soulignent leur constante actualité, leur libre évocation peut détruire bien des préjugés.

Un ancien rédacteur en chef-adjoint du *Monde* (José-Alain Fralon), la rédactrice en chef du mensuel *Mission* (Linda Caille) et un Belge qui a occupé d'importantes fonctions auprès d'une famille royale (Thomas Valclaren) se sont associés pour raconter l'histoire des dynasties royales et impériales en Europe.

Résultat : un livre imposant, riche d'informations, agréable à lire. Ceux qui regardent les rois et les reines, les princes et les princesses comme les acteurs d'un aimable spectacle pourront découvrir ce qu'il en est de la symbolique politique, sous ses formes monarchiques et royales. Les royalistes français - surtout les militants blanchis sous le harnais - pourront mesurer le chemin parcouru depuis une quarantaine d'années.

Prenons comme point de repère l'année 1968. Avant comme après les événements de mai, la question royale provoque une réponse généralement négative. violemment contesté (*dix ans ça suffit !*) le général de Gaulle quitte le pouvoir en 1969 et les jours de sa monarchie électorale paraissent comptés. La contestation radicale du principe d'autorité s'étend évidemment aux modestes pouvoirs des rois et des reines régnants et l'idéologie marxiste, alors dominante, condamne loquacement toutes les têtes couronnées.

D'ailleurs, bien des déchéances réelles semblent confirmer la tendance progressive et progressiste à l'abolition des monarchies. La Première Guerre mondiale a entraîné la chute des dynasties russe, austro-hongroise et allemande et, après 1944, l'expansion du communisme soviétique en Europe de l'Est a contraint les rois de Bulgarie, de Roumanie et de Yougoslavie à un exil qu'on estimait alors définitif. Le roi d'Italie fut lui aussi congédié et, bien des années plus tard, la monarchie grecque fut abolie. Les trônes subsistants semblaient être promis au même sort, les rois et les reines étant décrits comme des potiches par les gens sérieux - alors que les foules populaires continuaient de se presser sur le parcours des cortèges royaux ou de suivre avec passion les retransmissions télévisées.

Entre les grands professionnels de l'analyse politique et le peuple français, il y avait alors (ou déjà...) un net divorce qui était assumé par les premiers avec l'arrogance propre aux experts : les pulsions monarchomaniaques étaient dues à l'aliénation politique des classes populaires, pourtant formées aux rudes et vertueux principes d'un jacobinisme parfaitement sûr de lui-même.

Ce rappel de l'idéologie dominante et des tendances lourdes d'une historiogra-

phie tout occupée à la célébration d'un modèle républicaniste dynamisé par la promesse marxiste (après la première révolution bourgeoise de 1789, la révolution prolétarienne de 1917 comme prélude à la dictature mondiale du prolétariat) ajoute une pointe de sel aux récits de José-Alain Fralon et de ses amis.

Pendant que l'on débat gravement du socialisme réel à la mode soviétique, rois et reines continuent de faire tout bonnement leur métier. Mariages, baptêmes, enterrements, inaugurations de toutes sortes et voyages à l'étranger, l'ordinaire des jours dans les dynasties régnantes est une suite de rituels souvent accablants - sous l'œil toujours bienveillant de peuples plus ou moins directement concernés. D'où cette belle ironie de l'histoire : le réel monarchique a survécu à l'utopie du socialisme de type collectiviste et à notre bon vieux modèle jacobin - finalement trahi par ses fidèles estampillés, ralliés à Ségolène Royal dans une ultime palinodie.

Tel est le principal constat dressé par nos journalistes partis enquêter sur les dynasties européennes : *Les rois ne meurent jamais* (1). Ce *jamais* est excessif : les empereurs et les rois ne sont pas éternels comme le prouve l'histoire de l'Europe qui a laissé derrière elles des cimetières de dynasties éteintes ou déchues - qui se souvient des rois de Bohême, de Hongrie, du sud de l'Italie ?

Mais, il est vrai, les dynasties modernes ont fait mieux que survivre : les trente dernières années donnent de beaux exemples de retours. À lire José-Alain Fralon et ses amis, on vérifie que la représentation du modèle monarchique change avec Juan Carlos. Le prétendu *fils de Franco* s'affirme pleinement comme roi

d'Espagne, garant de la jeune démocratie, lors de la *nuit des militaires* . Chez nous les vieux schémas subsistent (il y a toujours association d'idées entre la monarchie, Louis XIV, et l'absolutisme) mais beaucoup de Français s'aperçoivent de deux réalités qui étaient jusqu'alors d'*inévidentes* évidences :

- les royautés nationales sont des régimes politiques qui couronnent effectivement des démocraties parlementaires ;
- ces royautés préservent l'identité et l'unité nationales dans tous les pays considérés.

Pourtant, la plupart des familles royales sont loin d'être exemplaires. Si le roi Baudouin et la reine Fabiola rallient tous les suffrages, les monarchies les mieux établies sont secouées par d'énormes scandales : en 1976 aux Pays-Bas, le prince Bernhard, époux de la reine Beatrix, est accusé, à raison, d'avoir été corrompu par la firme Lockheed. Et la famille royale britannique n'en finit pas de fournir à la presse populaire anglaise puis aux médias de tous les pays, les éléments d'une traque graveleuse qui se termine avec la mort de la célébrité Diana.

La famille de France n'a pas échappé aux crises. José-Alain Fralon, qui a puisé à bonne source ses informations, les rappelle en termes mesurés non sans évoquer les relations entre le général de Gaulle et le comte de Paris : l'hypothèse d'un passage de la monarchie élective à la monarchie royale est à nouveau validée mais nous ne reviendront pas dans ce numéro sur les causes complexes de l'échec du projet esquissé. À l'avenir, il sera plus utile de reprendre l'idée, à nouveau travaillée selon les circonstances, de la prise de responsabilités politiques d'un prince dans le cadre des institutions de la V^e République. Dès lors qu'on admet qu'un prince est fait pour le service de l'État, rien n'empêche le chef d'une dynastie ou son fils aîné de se faire reconnaître, selon sa volonté et sa tradition, par le suffrage universel.

Telle est la voie difficile suivie par Siméon de Bulgarie, devenu démocratiquement Premier ministre de son pays puis battu dans des conditions qui ne font pas obstacle à de nouveaux projets. Les démarches de Dom Duarte du Portugal, d'Alexandre de Yougoslavie, de Michel de Roumanie et de la princesse Margarita sont différentes les unes des autres mais la réinstauration de monarchies royales demeurent possible, à moyenne ou longue échéance, dans une Europe qui est et restera fondamentalement constituée par ses nations historiques.

La cause paraît en revanche perdue pour les dynasties impériales. Après



■ 22 novembre 1975 - Juan Carlos devient Roi d'Espagne et va réinstaurer la démocratie après 36 ans de dictature franquiste.

Guillaume II, la famille impériale allemande n'a jamais été un recours pour le peuple dont elle eut la charge et elle ne participe plus au mouvement de l'histoire nationale. Les Habsbourg fascinent encore par leur puissance passée mais l'archiduc Otto a renoncé à toute prétention monarchique et pris la nationalité allemande. Le destin tragique des Romanov nous émeut, mais la fédération de Russie semble pouvoir vivre par la continuité de présidents élus sans qu'il soit nécessaire de renouer avec le tsarisme.

Ces observations empiriques et révisables ont l'avantage de rappeler une opposition qui n'est pas dans le livre de José-Alain Fralon et qui surprendra sans doute nos plus récents lecteurs. *Ces rois qui ne meurent jamais* sont en fait des monarques : des chefs ou d'anciens chefs d'État, légitimes selon une loi de succession qui assure la transmission de la plus haute fonction symbolique dans l'ordre politique. Mais ces monarques ne sont pas indifféremment des rois ou des empereurs. Les monarchies royales décrites dans le livre existent dans les nations et pour les nations. Les monarchies impériales qui se sont effondrées au XX^e siècle furent, comme dans leur passé prestigieux, des régimes supranationaux ou transnationaux.

Certes, la fonction symbolique est la même quant à la continuité dynastique - ce qui justifie les choix effectués par les auteurs - mais il nous paraît politiquement important de pointer une différence entre la vocation fédératrice des empereurs et la vocation arbitrale des rois. La différence se mue en opposition lorsqu'on examine le projet collectif : celui de l'expansion infinie pour les empires

qui se déclarent assurés d'une existence millénaire ; celui du territoire limité (le *pré carré*) organisé pour lui-même.

D'où le souci éminent de justice dans les États nationaux conçus comme collectivités historiques travaillées par une logique égalitaire - alors que les empires laissent coexister des communautés hiérarchisées et relativement autonomes étrangères au principe d'égalité. Dès lors, la liberté des personnes se développe plus rapidement dans les monarchies royales que dans les monarchies impériales.

Il ne s'agit pas de recréer des oppositions frontales, mais de mieux comprendre la dialectique européenne des nations et des empires - si tant est que la logique impériale subsiste sur notre continent car la Russie est en train de se redéfinir. J'ajoute, sans pouvoir y insister, que la forme politique impériale ou royale n'est pas dépendante des différentes religions - catholique, protestante, orthodoxe, musulmane (dans l'Albanie du roi Zog) ou multiconfessionnelle dans l'ancienne Yougoslavie.

L'évocation de ces *monarques qui ne meurent pas* forme ainsi une vaste enquête dynastique qui suscite ou relance maintes réflexions politiques. Que José-Alain Fralon, Linda Caille et Thomas Valclaren soient remerciés de l'avoir menée à bien.

Annette DELRANCK

José-Alain Fralon, Thomas Valclaren & Linda Caille
« Les rois ne meurent jamais »
 Fayard, prix franco : 24 €.

Le nouveau mur de l'argent

Dix banques contrôlent le marché financier mondial, dominant l'économie réelle et s'imposent aux banques centrales : tel est le résultat littéralement affolant de la déréglementation libérale. Face à la menace d'un effondrement du système, les responsables politiques doivent immédiatement réagir.

Depuis 1974, les travaux de François Morin constituent pour nous une référence majeure quant à l'analyse critique des évolutions du capitalisme français et européen (1). Son nouvel ouvrage est d'une lecture aride et bien des analyses échapperont, par leur technicité, à ceux qui ne sont pas familiers des questions financières. Mais les étudiants en sciences économiques, les énarques et tous ceux qui travaillent dans les établissements financiers ont le devoir de l'étudier et de l'expliquer aux citoyens.

Tout a commencé dans les années soixante-dix par une obscure bataille idéologique menée par une poignée de libéraux contre les partisans de l'intervention de l'État dans l'activité économique et financière. Les keynésiens n'envisageaient pas que les accords de Bretton Woods, qui régissaient depuis 1944 les relations financières internationales, pourraient être remis en cause. C'est pourtant ce qui eut lieu : on proclama que l'inflation était insupportable, on affirma que le rôle de l'État était détestable et, avant même la fin de la guerre froide, on procéda par étapes à une déréglementation complète sous prétexte de libérer les forces bienfaitrices du marché.

Qui, on ? Les Américains, qui avaient écrit la nouvelle chanson – paroles et musique – reprise par les dirigeants européens de droite (Valéry Giscard d'Estaing) puis par les socialistes français qui voulaient à tout prix démontrer qu'ils étaient les meilleurs agents de la *modernisation*.

Las ! La théorie funeste de l'autorégulation du marché a provoqué des crises financières majeures (en Russie, en Asie, en Amérique latine), l'effondrement de groupes privés (Enron, Parmalat...) et de fonds de pension (LTCM aux États-Unis) qui auraient dû conduire depuis des années au rétablissement d'institutions régulatrices, à la multiplication des procédures de contrôle et à l'interdiction de certaines techniques financières. Au contraire, tous ceux qui pouvaient réagir ont laissé faire, les mécanismes financiers se sont emballés et le capitalisme a connu une mutation qui a abouti à la constitution d'un *capitalisme de marché financier* dont François Morin fournit une description détaillée.

Ce nouveau capitalisme se manifeste par une financiarisation généralisée qui produit des masses d'argent tellement considérables qu'il faut adopter une nouvelle unité de mesure, le téradollar (1 T\$ = mille milliards de dollars)

pour se faire une idée claire des sommes qui sont en jeu.

Tout travailleur victime d'un licenciement sait que cette financiarisation provient des actionnaires qui imposent à l'entreprise un taux de rentabilité très élevé dans le court terme (15 % au minimum). Cette contrainte financière conduit les entreprises à réduire leurs activités (la clarification permet des réductions de coûts théoriquement plus efficaces) ou à les délocaliser tout en pratiquant des rachats d'action hautement profitables. C'est ainsi que le capitalisme financier impose ses normes à l'économie réelle et contribue à l'asphyxier.

Mais les nouvelles techniques financières sont d'une telle complexité que l'essentiel échappe aux simples citoyens – comme à la plupart des *décideurs* qui périssent sans voir qu'ils ont perdu leurs capacités de décision. Le nouveau capitalisme financier opère sur des marchés déréglementés, c'est-à-dire livrés à la fluctuation (taux de change), à la volatilité (prix des actions), à l'aléatoire, à la spéculation ; mais les principales banques sont libres de créer autant de *produits financiers* qu'elles sont capables d'en concevoir : d'où la folle expansion des *produits dérivés* qui peuvent engendrer des profits beaucoup plus importants que le commerce

international, l'activité boursière classique et les opérations sur le marché des changes.

Comme l'explique François Morin, l'attrait pour ces produits dérivés résulte d'un paradoxe : plus les marchés (des matières premières, des devises, des actions...) deviennent incertains (avec des crises qui sanctionnent les imprudents) plus les financiers cherchent à se couvrir contre les aléas. D'où le recours à des instruments (surtout les contrats *swaps* garantissant un taux d'intérêt fixe) qui permettent de réduire les risques et, surtout, de les reporter sur la masse des salariés qui subissent (le chômage, la baisse des salaires, la cherté du crédit à la consommation) sans pouvoir réagir.

Autre paradoxe : les techniques financières de réduction de risques sont utilisées à des fins spéculatives. C'est là une nouvelle source de gigantesques profits mais elle expose le capitalisme de marché financier à une *crise systémique* qui plongerait le monde dans une récession inouïe. Cette catastrophe est d'autant plus probable que ni les gouvernements nationaux, ni les banques centrales (pas même la BCE) ne sont capables de s'opposer aux dix banques privées qui opèrent dans la bulle des produits dérivés, qui fixent effectivement les taux d'intérêts et qui mènent la ronde suicidaire de la couverture spéculative des risques.

Face à cette menace, François Morin fait un certain nombre de propositions : il faut que les candidats à la présidentielle s'en informent et se prononcent en priorité sur celles-ci.

Sylvie FERNOY

📖 (1) cf. François Morin - « *La Structure financière du capitalisme français* », Calmann-Lévy, 1974 ; « *Le Cœur financier européen* », Economica, 1993 – Ces deux livres ne sont malheureusement plus disponibles.

📖 (2) François Morin - « *Le Nouveau mur de l'argent - Essai sur la finance globalisée* », Seuil, 2006, prix franco : 22 €.

L'angoisse d'Edgar Morin

En octobre 1989, Edgar Morin écrivit un article dans *Le Monde* qui m'est resté en mémoire avec une rare intensité. Sous le titre *Juif : adjectif ou substantif*, il se livrait à une sorte de confession qui ne pouvait m'être indifférente, venant de lui, et faisant appel à toute une herméneutique qui contribuait à éclairer un aspect essentiel de notre histoire et de notre culture. Voulant expliquer son cas singulier de juif non croyant, attaché à cette part d'identité sans vouloir l'absolutiser, il montrait à travers une analyse de l'évolution du monde juif européen comment il était possible de vivre une appartenance complexe, définie par le mot de néo-marrane. Marrane désigne ces juifs espagnols qui avaient été contraints de se convertir au christianisme et qui avaient longtemps conservé leur identité juive à l'intérieur de leur identité espagnole. Ce n'est évidemment que par transposition qu'il pouvait forger ce concept de néo-marrane dont le cas de Spinoza constitue l'archétype : « *Le spinosant est celui pour qui le mot juif, cessant d'être substantif, devient adjectif ; c'est un adjectif parmi d'autres, mais pas de même nature que les autres, parce qu'il porte en lui beaucoup de souffrances et une insondable différence.* »

C'est la culture laïque qui est productrice du néo-marranisme, c'est-à-dire de cette identité complexe qu'Edgar Morin définit encore comme celle des *judéo-gentils*, c'est-à-dire un mixte de conscience juive et d'adhésion à la société moderne et ouverte. Je pourrais d'ailleurs *chipoter* un peu l'ami Edgar Morin sur la signification de cette médiation laïque. À travers Montaigne, Spinoza et bien d'autres, il rapporte sa laïcité à une philosophie du doute, à un scepticisme métaphysique à certains égards radical. Ce faisant, il s'écarte de la laïcité politique qui suppose incompetence métaphysique et religieuse, absolument nécessaire pour laisser libre tout l'espace de la liberté de conscience. Il me répondra sans doute que c'est parce qu'il y eut des *libertins* aux XVII^e et XVIII^e siècles que fut brisé l'état des sociétés religieuses. Mais il m'accordera que l'offensive laïque fut aussi éradicatrice et persécutrice du monde religieux dès la Révolution et que le positivisme métaphysique fut inhérent au matérialisme historique comme au communisme totalitaire. Mais Edgar Morin est trop subtil, libéral et humaniste pour dédaigner le spirituel. Il se réclame aussi de la richesse polymorphe du judaïsme, déclare préférer le message du juif Jésus « *qui comporte miséricorde et qui avec Paul, s'est ouvert sans équivoque aux Grecs et aux Gentils* ».

L'aggravation de la situation au Proche Orient, la surenchère polémique qui en résulte en Occident et particulièrement en France, l'interrogation plus que jamais pressante sur l'être juif et la solidarité qu'il impliquerait avec la politique de l'État d'Israël ont contraint notre sociologie philosophe à prolonger sa réflexion fondamentale.

par Gérard Leclerc



L'article-manifeste du *Monde* aboutit aujourd'hui à un court essai (1), remarquablement clair et instructif, dont on me dit qu'il serait volontairement recouvert par un silence concerté. Je ne comprends pas ce boycottage. Car à supposer que Morin ait tort sur le fond, il vaudrait mieux débattre avec un interlocuteur loyal que d'abandonner une question aussi grave aux non-dits les plus ambigus, au risque d'aggraver une crise qui empoisonne notre climat intellectuel et moral.

Je vois bien ce que l'on reproche à Edgar Morin – et qui lui a d'ailleurs valu une indigne condamnation judiciaire heureusement effacée par un autre jugement (2). Il refuse de cautionner l'actuelle politique israélienne à l'égard des Palestiniens, avec une répression qui approfondit chaque jour un peu plus le fossé qui sépare les deux peuples. En tant qu'intellectuel néo-marrane il refuse de se solidariser avec une idéologie et une pratique qui mettent en péril son aventure émancipatrice et sa tolérance. Il estime que la logique enclenchée par l'identification à Israël est suicidaire, et il a cette formule qui lui vaut l'hostilité de beaucoup :

« *La volonté de ne plus jamais se trouver devant la catastrophe d'Auschwitz qu'ont subie les juifs sans nation tend à produire inconsciemment une catastrophe pour la nation des juifs.* »

Est-ce à dire que l'existence d'Israël serait une catastrophe en soi ? Bien évidemment non, Edgar Morin désigne une mécanique plus générale qui entraîne Israël dans un jusqu'au-boutisme négateur de toute perspective d'entente équilibrée avec les Palestiniens et qui conforte la guerre des civilisations et des religions en des processus cumulatifs d'exclusion. Son sens de la justice est exacerbé par les opérations policières, et le mépris à l'égard de populations maintenues depuis des décennies sous un régime d'oppression. Il me semble qu'une bonne partie de son analyse et de son indignation est justifiée. Je me permettrais simplement de lui faire remarquer qu'en devenant une nation comme une autre, Israël est aux prises avec des impératifs stratégiques lancinants. Il n'est pas possible d'ignorer que tous les adversaires de l'État hébreu n'ont pas renoncé à sa disparition. Comment s'étonner alors d'une hantise permanente chez tant d'Israéliens qui sont persuadés que toute concession à l'ennemi se retournera contre eux et que le moindre signe de faiblesse risque d'enclencher le désarmement moral d'un pays dont la survie tient du miracle ? Je ne fais là que reprendre les éléments d'un débat permanent, celui entre Alain Finkielkraut et Rony Braumann par exemple (3). Il faut dire que la paix n'a pas eu de chance. La mort de Rabin a brisé le processus d'Oslo et depuis lors tout semble s'organiser pour rendre impossible la concertation. Pour en sortir, ne faudrait-il pas des politiques de génie, qui imposant la coexistence de deux États souverains, briseraient enfin la mécanique fatale de la haine et de la guerre sans fin ?

📖 (1) Edgar Morin - « *Le monde moderne de la question juive* », Seuil, prix franco : 13 €.

(2) Publié dans le *Monde* du 4 juin 2002, l'article « *Israël-Palestine : le cancer* » avait valu à Edgar Morin et ses co-auteurs une condamnation pour diffamation raciale qui a été annulée par la Cour de cassation le 12 juillet 2006.

📖 (3) Rony Braumann et Alain Finkielkraut - « *La discorde : Israël-Palestine, les Juifs, la France* », conversations avec Elisabeth Lévy, Mille et une nuits, prix franco : 20 €.

Kosovo, année zéro

Prétexte d'une « guerre morale » appuyée par une propagande médiatique de forte intensité, le Kosovo est devenu dans l'indifférence générale un protectorat administré par des gens qui ne savent comment s'en débarrasser.

Dans les grands médias, le Kosovo n'est plus une question d'actualité car le temps d'antenne se mesure en nombre de cadavres sur le terrain. Et les intellectuels qui avaient apporté leur soutien aux indépendantistes radicaux sont retournés à leurs graves occupations dans les espaces géostratégiques des cinquième et sixième arrondissements.

Rien de nouveau sous le soleil. Dans les guerres balkaniques de la fin du XX^e siècle, les Parisiens qui appelaient à la mobilisation pour « *la Croatie* », « *Sarajevo* » et « *les kosovars* » se sont comportés comme le firent quelques décennies plus tôt ces Anglais « *animés de sentiments humanitaires et de tempérament réformateur [qui] ...incapables d'accepter l'effrayante hypothèse selon laquelle tout le monde maltraitait tout le monde, revenaient tous en s'étant choisi dans le fond de leur cœur un peuple balkanique chéri toujours victime et jamais bourreau* ».

Ces lignes de Rebecca West (1) sont citées par Jean-Arnault Dérens dans les premières pages du livre qu'il a consacré au Kosovo (2). Historien et journaliste, familier des Balkans, s'exprimant avec aisance en serbe et en albanais, le rédacteur en chef de l'indispensable *Courrier*

des Balkans (3) renouvelle les exploits auxquels ses précédents livres et articles nous ont habitués : être lisible par tous les acteurs de toutes les tragédies balkaniques, ce qui suppose de vastes connaissances historiques et un grand art de la nuance ; demeurer compréhensible pour les lecteurs de l'Ouest européen ; captiver par son sens du récit ceux-là même qui commencent à par chercher sur une carte où se trouve ce petit territoire tellement bourré d'explosifs qu'il faut toujours donner les orthographes serbe et albanaise pour tous les noms de lieux.

Pour respecter l'esprit du livre, par amitié pour l'ensemble des peuples des Balkans il faut éviter ici tout résumé qui durcirait et fausserait ces 370 pages équilibrées, prudentes mais où rien n'est caché : mythes et rêves, massacres et destructions, espoirs et échecs.

Avec Jean-Arnault Dérens, on mesure la radicalité du conflit territorial entre Serbes et Albanais. Alors que la *Yougonostalgie* est courante dans les États issus de l'ancien royaume devenu fédération, les Albanais du Kosovo ne se sont jamais sentis yougoslaves malgré les années relativement belles qu'ils ont pu vivre à l'époque titiste - surtout entre 1974 et 1981 lorsque le pays jouissait d'une large autonomie.

Comme toujours dans les Balkans, l'opposition remonte aux temps les plus anciens, elle s'appuie sur des controverses archéologiques et linguistiques, elle se nourrit de toutes les guerres qui ont ravagé ce carrefour stratégique, toujours âprement disputé.

D'où des positions d'autant plus irréductibles que les adversaires ne se situent pas sur le même plan : pour les Serbes, écrit Jean-Arnault Dérens, « *le Kosovo est une terre sacrée, le fondement de leur identité nationale et religieuse* » : de très vénérables monastères établissent ce fait. Le Kosovë des Albanais est un territoire de peuplement : c'est non moins exact.

L'histoire ne tranchera pas la querelle. Alors, comment en sortir ?

On pouvait envisager qu'un fédérateur à la fois puissant et également bienveillant parviendrait à articuler les deux ordres de vérité pour réconcilier les peuples du Kosovo. Il y eut la monarchie, puis la République socialiste et cela ne s'est pas produit : Jean-Arnault Dérens explique pourquoi.

Dans les deux dernières décennies du XX^e siècle, on pensa de part et d'autre que le recours à la force ferait la décision : répression policière du côté de Belgrade, lutte armée

du côté albanais. Déclanchée par l'UCK, une guerre civile, beaucoup moins meurtrière que sur d'autres territoires de l'ancienne Yougoslavie, fut le prétexte de l'intervention militaire de l'OTAN. Il y eut une énorme campagne de propagande mensongère anglo-américaine (preuves dans le livre) amplifiée par l'hystérie de nos médias, des dégâts considérables... L'armée serbe est restée invaincue et le Kosovo a été placé sous protectorat occidental - mais pour quels résultats ?

La situation économique et sociale est catastrophique, le crime organisé prospère et le Kosovo toujours sans statut a été engagé par les protecteurs occidentaux dans de dangereuses impasses : « *comment expliquer que les Serbes et les Roms doivent revenir au Kosovo quand les soldats de la KFOR n'ont rien fait pour les protéger lorsqu'ils étaient chassés ? Comment expliquer que l'indépendance ne pourrait être partielle, conditionnelle ou différée, quand les Albanais ont perçu, non sans raisons, les années de protectorat international comme une simple préparation à une inéluctable indépendance* » conclut Jean-Arnault Dérens.

Il faudrait que l'Union européenne fasse un énorme effort pour créer les conditions politiques de la paix dans les Balkans. Mais n'oublions pas qu'elle n'intègre que des États nationaux précisément délimités : la politique européenne doit se faire selon cet apparent paradoxe, qui définit notre ensemble en nécessaire expansion.

B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Rebecca West – « *Agneau noir et faucon gris. Un voyage à travers la Yougoslavie en 1937* », traduit de l'anglais par Gérard Joulié, L'Age d'Homme, 2000, prix franco : 34 €.

📖 (2) Jean-Arnault Dérens – « *Kosovo, année zéro* », Éditions Paris-Méditerranée, 2006, prix franco : 24 €.

📖 (3) *Le Courrier des Balkans* : <http://balkans.courriers.info/>

Vœux

En ce premier numéro de *Royaliste* pour l'an 2007, il est de tradition de formuler des vœux. Mais que dire que nos lecteurs ne savent tous déjà ?

Il y a, bien sûr, les vœux personnels que nous leur adressons avec d'autant plus de sincérité et de chaleur que nous leur sommes infiniment reconnaissants de l'aide et du soutien sans faille qu'ils nous apportent depuis des années. Depuis 36 ans pour les plus anciens !

Il y a ceux que nous formulons pour la France et les Français avec d'autant plus de force que les perspectives qu'offre cette année électorale ne sont pas particulièrement réjouissantes...

Il y a enfin ceux pour la Famille de France, en particulier pour son chef le comte de Paris et son fils, le prince Jean, duc de Vendôme, dont les responsabilités, dans les périodes difficiles que traversent notre pays, sont lourdes.

Mais, qu'importe, toute l'équipe de *Royaliste* se joint à moi pour vous dire : **Bonne et heureuse année 2007 !**

Yvan AUMONT

CITÉ

Le numéro 47 de la revue *Cité* est paru, reflet de la session de l'IFCCE tenue en juin à Tulle et ayant comme thème principal « *Mais que fabrique l'État ?* », avec les participations de Anne Cindric, Isabelle Rooryck, Philippe Mahaud, Pierre-Étienne Heymann et Bertrand Renouvin.

On y trouvera aussi une étude de Jean-Louis Clergerie « *Une autre Europe est possible* » et pour terminer une réflexion déjantée sur la démocratie participative prônée par certain candidat...

Présentation complète du numéro et possibilité de l'acheter en ligne sur le site <http://www.revucite.fr.st> ou sinon par chèque (prix 7 €) à l'ordre de *Cité* ou, mieux, en s'abonnant (27 € pour 4 numéros).

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

RAPPEL : La prochaine session de politique appliquée de l'IFCCE aura lieu à La-Chapelle-Saint-Luc les 3 et 4 février 2007.

« La lutte des classes »

Principaux intervenants : **Emmanuel TODD**, chercheur à l'INED, historien et anthropologue, **Bertrand RENOUVIN**, **Pierre-Paul ZALIO**, sociologue, professeur des Universités à l'ENS de Cachan, chargé de cours à l'École Polytechnique.

Tous renseignements sur le site de l'IFCCE : <http://www.ifcce.fr.st> et possibilité d'inscription en ligne ou en nous téléphonant (01.42.97.42.57) pour demander à recevoir le dépliant de présentation.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 10 janvier** – Thème non fixé.

● **Mercredi 17 janvier** – **Daniel LEFEUVRE** est professeur à l'université Paris-8 Saint-Denis. Spécialiste d'histoire coloniale, il a rédigé une thèse sur l'histoire économique de l'Algérie avant l'indépendance, récemment publiée sous le titre *Chère Algérie* aux éditions Flammarion.

Prenant à contre pied le discours dominant, il dénonce

dans un nouvel ouvrage la vision manichéenne de la colonisation : d'un côté les victimes de la France, de l'autre l'action criminelle, raciste, exterminatrice, somme toute génocidaire de générations de militaires et de colons. Faut-il que les Français se résignent à une expiation sans fin ou doit-on, comme le soutient Daniel Lefeuvre, « **En finir avec la repentance coloniale** » ? L'accusation de révisionnisme est vite lancée mais les affirmations des « repentants » semblent excessivement violentes. Ce ne sont pas les textes de loi qui permettront d'y voir clair et les positions partisans sont toujours lourdes d'arrière pensées...

Sur la difficile question de la colonisation, nous sommes heureux de donner la parole à un véritable historien.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

21 JANVIER



A Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le **samedi 20 janvier à 12 h 15** (et

non le 21 qui tombe un dimanche) en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR autour d'Yvan Aumont, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Mensonges inutiles

Nos vœux les plus sincères, nous les avons échangés avec notre famille et nos amis dans un pays confronté à des mensonges éhontés.

Ministres, « grands » candidats, gens de médias, patrons et banquiers de haut vol nous prennent pour des imbéciles, quotidiennement. Ce n'est pas nouveau, nous ne sommes pas les seuls au monde à subir cet affront, mais ces piètres arguments ne peuvent atténuer l'exaspération.

Les discours et les chiffres que la « gouvernance » nous communique sont d'autant plus insupportables que les menteurs de droite ou de gauche nous portaient tous le même bonne nouvelle lorsqu'ils arrivaient au pouvoir : l'heure de la *transparence* avait sonné, on allait enfin nous *parler vrai*. La main sur le cœur, les oligarques ont perfectionné depuis vingt ans trois procédés classiques :

Faire apparaître ce qui n'est pas. L'exemple le plus typique est celui du chômage. Depuis des années, syndicalistes et journalistes consciencieux soulignent la fausseté des chiffres officiels mais cette fois leur protestation a eu un vaste écho. Alors que le gouvernement se préparait à annoncer une nouvelle baisse du chômage, le collectif ACDC (Les Autres Chiffres Du Chômage) démontrait que la courbe officielle ne tenait pas compte de 2,3 millions de chômeurs, soit plus de la moitié (51 %) des personnes inscrites à l'ANPE ! La gauche a menti car « *le basculement des demandeurs d'emplois vers les catégories invisibles a été massif entre*

1997 et 2001 » (1) et la droite s'ingénie depuis deux ans à développer la même fiction statistique.

Faire disparaître ce qui est, c'est retourner le gant de fer du mensonge organisé. Publiques ou privées, toutes les chaînes de télévision cachent les accidents du travail et les médias français sont restés discrets sur le rachat des bourses européennes (Euronext) par la Bourse de New York (NYSE). Avec la complicité des grands médias, le



gouvernement noie avec une méthode consommée les mauvais chiffres de son bilan (production industrielle, commerce extérieur...) sous les « bons » chiffres du chômage.

Annoncer ce qui ne sera pas permet d'enjoliver montages et camouflages. Ces temps-ci, les principaux candidats prennent soin de faire inscrire le thème de la protection économique dans des discours bien écrits et il est de bon ton de fustiger Jean-Claude Trichet comme on le fit en 1995 et en 2002 – avec le résultat éclatant que l'on sait. A gauche, on ressort même du placard l'idée d'un « gouvernement économique » européen venant équilibrer le pouvoir monétaire

de la Banque centrale européenne. C'était idiot il y a dix ans, cela n'a plus le moindre sens aujourd'hui (2). On se prépare donc à ne rien faire en se donnant joli teint.

Croient-ils ce qu'ils disent ? Malgré les preuves accablantes du mensonge officiel, Jean-Louis Borloo vante la « transparence » de son outil statistique et une baisse « structurelle » du chômage. Après une mise au point de François Hollande, Ségolène Royal déclare à la télévision qu'elle n'est pas hostile à l'indépendance de la BCE mais qu'elle conteste sa suprématie (3). Certains croient à ce qu'ils disent dans l'instant de la parole prononcée, mais pas au-delà ; d'autres affirment la nécessité du mensonge pour faire passer les réformes ou « *parce qu'il faut toujours faire plaisir aux gens* » comme on me l'expliqua, hors antenne, sur un plateau de télévision.

La question du mensonge des oligarques est intéressante, mais pas décisive : trop c'est trop, on ne croit plus celles et ceux qui font la télévision, qui parlent à la télévision et pour la télévision : tous sont enfermés dans le même système de production d'illusions et d'autosuggestion.

Pour gagner les élections, ils comptent sur la peur : peur des « banlieues » à droite ; peur de Jean-Marie Le Pen à droite et à gauche. Le chantage des oligarques consiste une fois de plus à dénoncer les conséquences de leurs propres actes. La tentation sera forte de déjouer la manœuvre éculée par un vote de pure provocation.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'entretien accordé par Pierre Concialdi, membre de ACDC à *Libération* (29/12/2006).

(2) cf. notre analyse du livre de François Morin en page 8.

(3) Lors du congrès des socialistes européens tenu à Porto le 8 décembre dernier. Nous y reviendrons.